

Conclusion :
Guerre froide, Cambodge, Rwanda et Srebrenica

Bonjour à toutes et à tous et bienvenue dans *Points de détails*, le podcast qui s'intéresse aux génocides oubliés de l'histoire.

Aujourd'hui, comme je vous l'avais annoncé dans le dernier épisode, je ne vais pas parler d'un génocide en particulier, mais plutôt vous proposer une sorte de bilan pour clore cette première partie.

Et là, peut-être qu'une question vous traverse déjà l'esprit : c'est quoi cette histoire de première partie ?

Dans l'épisode d'introduction du podcast, je vous avais dit que je me concentrerai uniquement sur le vingtième siècle.

Or, vous avez sans doute remarqué que jusqu'à présent, les épisodes ne parlaient que de génocides ayant eut lieux après 1945.

C'est parce que finalement je me suis dit qu'il était préférable, que je ne saute pas constamment d'une période à une autre, mais plutôt que je les traite une par une.

J'ai donc décidé de découper le podcast en trois parties, chacune correspondant à une séquence historique :

La première, qui vient de se terminer, se concentrait sur les génocides ayant eut lieux après la seconde guerre mondiale et avant le vingt-et-unième siècle.

La deuxième elle traitera de l'autre moitié du vingtième siècle en revenant sur les génocides qui se sont déroulés avant 1945.

Enfin, la troisième et dernière reviendra un peu plus en arrière et parlera des génocides qui eurent lieux au 19^{ème} siècle.

Les deux prochaines parties auront la même structure que la première en étant composées à chaque fois d'environ six épisodes, plus un hors-série

et une conclusion comme celle-ci.

Ces épisodes de conclusions ont d'ailleurs pour but de pouvoir détailler les spécificités de la période, tout en revenant aussi sur des génocides, que je n'aurai pas pu traité dans les autres épisodes.

Ainsi, lors de cette première partie pour résumer je vous ai parlé des génocides ayant eu lieux : au Timor-oriental, en Irak, au Guatemala, en Somalie, au Bangladesh et au Burundi.

Bien que cette première partie couvre normalement une période de 50 ans, ces six génocides se déclenchèrent tous en réalités en moins de 20 ans : entre 1970 et 1990.

Je vous fais ici un petit résumé de leur ordre chronologique :

Le premier génocide fut celui des bengalis en 1971. Le génocide débuta en mars et se termina en décembre de la même année.

À peine quatre mois plus tard eut lieux le second avec le génocide des Hutu entre avril et septembre 1972.

Le génocide de timoraises et timorais lui commença trois ans après en 1975. Ce génocide fait un peu exception chronologiquement parlant puisqu'il s'étira sur toute la période ne prenant fin qu'en 1999.

Les années 80 ensuite commencèrent avec le génocide des mayas entre 1981 et 1983, puis celui des issaq entre 1987 et 89.

Elles se terminèrent avec le génocide des kurdes entre février et septembre 1988.

À l'exception de celui des Hutus, tous ces génocides furent armés et financés par un pays en commun : les États-Unis.

Et sur ces cinq génocides, quatre furent soutenus par le même homme : Ronald Reagan.

Celui-ci fut président des États-unis, durant deux mandats entre 1981 et 1989.

Pour comprendre pourquoi, une seule personne a pu soutenir autant de génocides, il nous faut revenir sur un élément clé de cette période : la guerre froide.

Mais d'abord qu'est-ce que la guerre froide exactement ?

Bien que j'en ai beaucoup parlé au fil des épisodes, je n'ai jamais vraiment pris le temps de la définir.

La guerre froide désigne une période de tensions et de conflits qui eut lieu entre les États-Unis et l'U.R.S.S, après la seconde guerre mondiale.

Elle dura plus de 40 ans et se termina par une victoire des États-Unis et la chute de l'U.R.S.S en 1991.

Dans cette guerre chacune des deux puissances étaient soutenues par différents pays alliés regroupés sous forme de bloc.

Les États-Unis formaient le bloc de l'ouest et l'U.R.S.S le bloc de l'est.

Entre ces deux bloc se forma un mouvement des pays non alignés, composés de ceux qui refusaient de se ranger unilatéralement dans un camp ou dans l'autre.

Ce non alignement poussa les deux super puissances à tout mettre en oeuvre pour orienter la politique de ces pays en leur faveur.

Une lutte d'influence, qui conduisit au déclenchement de nombreuses guerres, opérations secrètes et autres coups d'état, un peu partout dans le monde.

Pas moins d'une cinquantaine d'affrontements eurent lieu durant cette période.

Il n'y a aucune estimation du nombre de morts causés par la guerre froide, mais ses trois plus grands conflits atteignent à eux seuls plus de dix millions de morts.

Ces trois conflits furent : la guerre de Corée entre 1950 et 53, la seconde

guerre du Vietnam entre 1955 et 1975 et la guerre d'Afghanistan entre 1979 et 1989.

Si l'affrontement entre les États-Unis et l'U.R.S.S commença en réalité dès la création de cette dernière en 1922, le début de la guerre froide est le plus souvent défini au 12 mars 1947.

Cette date correspond au jour où le président états-unien Harry Truman définit dans un discours, ce que l'on appela par la suite la doctrine Truman.

Plutôt que de se lancer dans une guerre ouverte contre l'U.R.S.S, la doctrine Truman proposait une stratégie de «*containment*», visant à endiguer l'influence soviétique.

Une des conséquences les plus célèbres de cette stratégie fut la mise en place du plan Marshall à partir de juin 47.

Le plan Marshall était un programme de dons et de prêts visant à aider les pays européens à reconstruire leur économie après l'anéantissement de la seconde guerre mondiale.

Une aide qui outre son but politique n'avait en réalité rien de généreux économiquement, puisqu'elle obligeait les pays bénéficiaires à importer de nombreux produits états-uniens, leur offrant ainsi un marché captif.

Pour mener à bien sa stratégie de *containment*, Truman mit aussi sur pied la même année, une nouvelle agence centrale du renseignement : la C.I.A.

Celle-ci est aujourd'hui tristement célèbre pour le nombre d'opérations illégales et de coups d'états dans lesquelles elle fut impliquée.

Officiellement, la mission de la C.I.A était de déstabiliser les régimes pro-communiste.

Mais dans les faits, elle pouvait s'en prendre à n'importe quel gouvernement un tant soit peu progressiste.

Je ne peux évidemment pas vous faire une liste exhaustive de tous ses fait

d'armes, mais voici quelques uns des coups d'états dont elle fut responsable durant la guerre froide :

En 1953 en Iran, elle aida le renversement du premier ministre élu Mohammad Mossadegh.

En 1954, au Guatemala, elle aida le renversement du président élu Jacobo Arbenz.

En 1954 toujours, au Paraguay, elle aida le renversement du président élu Federico Chaves.

En 1960, au Congo elle aida le renversement et l'assassinat du premier ministre élu Patrice Lumumba.

En 1961, en République dominicaine, elle aida le renversement et l'assassinat de son ancien allié Rafael Trujillo.

En 1963, dans le sud-Vietnam, elle aida le renversement et l'assassinat de son ancien allié Ngo Dinh Diem.

En 1964, au Brésil, elle aida le renversement du président élu Joao Goulart

En 1964 toujours, en Bolivie, elle aida le renversement du président élu Victor Estenssoro.

En 1973, au Chili elle aida le renversement du président élu Salvador Allende.

En 1976, en Argentine, elle aida le renversement de la présidente élue Isabel Perón.

Je m'arrête là, mais vous vous doutez, que cette liste peut continuer encore et encore.

Tous les gouvernements que la C.I.A aida à renverser furent remplacés par des dictatures militaires anti-communistes, qui chacune torturèrent et massacrèrent des milliers de personnes.

En Amérique du Sud ces dictatures s'allièrent même entre elles pour mettre au point l'un des programmes de répressions les plus meurtriers de l'histoire : le plan condor.

Par ailleurs, une grande partie des militaires mis au pouvoir par la C.I.A avaient été préalablement formé par les États-Unis à l'école des Amériques.

Si vous vous souvenez, je vous avais déjà parlé de ce lieux surnommé l'école des assassins, dans l'épisode sur le Guatemala.

Mais la C.I.A ne fit pas que des coups d'états et mit aussi sur pied toutes les opérations possibles pour contre le communisme.

L'une des plus farfelues eut lieux à la fin des années 40 aux Philippines.

Pour tenter d'effrayer l'Hukbalahap, un groupe armée communiste, la C.I.A fit diffuser des rumeurs sur la présence d'un vampire dans la région.

L'anecdote pourrait prêter à sourire, mais la C.I.A ne se contenta pas de rumeurs.

Ainsi, lorsqu'elle captura un membre de l'Hukbalahap, elle le tua, lui fit deux trous dans le cou et le suspendit à l'envers, afin de faire croire à une véritable attaque de vampire.

J'ai découvert cette histoire incroyable dans le très bon livre du journaliste Vincent Bevins : *The Jakarta method*.

Ce livre explique comment les États-Unis luttèrent contre le communisme en copiant ce qui c'était passé en Indonésie en 1965.

Ils avaient alors soutenus le dictateur Suharto, qui extermina des milliers de personnes au prétexte qu'elles étaient « *communistes* ».

Quelques années plus tard sous le Chili d'Allende, alors que la menace d'un coup d'état fasciste était de plus en plus probable, des tags commencèrent à apparaitre dans les rues.

Des tags qui disaient : « *Jakarta arrive* ».

Une fois Pinochet et sa junte militaire au pouvoir, ils appliquèrent au Chili la méthode Jakarta en emprisonnant, torturant et assassinant toutes les forces de gauche.

La méthode Jakarta peut être définie comme l'utilisation de massacres de masses pour réprimer tout mouvement progressiste.

Elle inspira Ronald Reagan, qui développa sa propre doctrine, une fois arrivé au pouvoir.

Cette doctrine Reagan rompait avec la stratégie du *containment* pour proposer celle du *roll back*.

L'idée n'était plus d'endiguer le communisme, mais de le refouler partout où il était.

C'est comme ça que Reagan se retrouva à financer de nombreuses guérillas anti-communistes comme les Moudjahidines en Afghanistan, les Contras au Nicaragua ou encore l'UNITA en Angola.

Et c'est comme ça que Reagan finit par être impliqué dans rien moins que quatre génocides durant ces huit ans de mandats.

Alors évidemment de l'autre côté, du côté du bloc de l'est, le bilan n'est pas glorieux non plus, en terme de droits humains :

- Des mouvements progressistes furent écrasés dans le sang comme en 1956 en Hongrie et en Pologne ou en 68 en Tchécoslovaquie.
- Les camps de travail forcés tuèrent des millions de personnes.
- Et l'U.R.S.S tout comme la Chine maoïste financèrent aussi des groupes de guérillas, qui firent de nombreux morts.

Mais en terme d'ingérence étrangère, les deux bloc ne peuvent pas du tout être mis sur un même pied d'égalité.

Cela peut paraître un peu futile dit comme ça, mais le KGB contrairement à la C.I.A ne possède de page Wikipédia résumant toutes ses opérations de déstabilisations.

Si aujourd'hui le bilan meurtrier du bloc de l'est est bien connu, l'ampleur de celui du bloc de l'ouest reste encore à documenter.

Malgré son importance dans la période, la guerre froide n'est pas le seul facteur transversal que l'on retrouve dans les génocides post seconde guerre mondiale.

Un autre élément qui est commun à plusieurs de ces histoires est le rôle de la décolonisation.

En effet, après 1945 une grande partie des colonies réussirent à se libérer et à obtenir (officiellement tout du moins) leur indépendances.

Malheureusement, les élites de ces pays reproduisirent souvent à leur tour une politique de discrimination et de colonisation, cette fois-ci envers d'autres peuples.

Des peuples qui reprirent les armes et luttèrent pour s'affranchir de cette nouvelle tutelle.

Ainsi parmi les six génocides dont je vous ai parlé dans cette première partie, on retrouve en toile de fond quatre luttes pour l'indépendance : celle du Timor-oriental, du Kurdistan, du Somaliland et du Bangladesh.

Enfin, un autre facteur qui est commun à toutes ces histoires est celui du racisme.

Plus largement, le racisme est même indissociable de l'idée de génocide.

C'est le racisme qui nous pousse à nous différencier selon notre couleur de peau ou nos origines ethniques.

C'est le racisme qui permet de déshumaniser les personnes pour justifier ensuite de les exterminer.

C'est le racisme qui fut à l'oeuvre lors des massacres des indonésiens sur les timoraises et timorais, des arabes sur les kurdes, des pendjabis sur les bengalis, des blancs et des métisses sur les mayas, des Darod sur les Issaq et des Hutu et des Tutsis entre elleux.

Interlude musical :
"Zikrayati (My Memories)" by Mohamed el-Qasabgi

Maintenant que nous avons vu les grandes spécificités de cette première partie, j'aimerais revenir sur des génocides, dont je ne vous ai pas parlé, car ils sont formellement reconnus par la communauté internationale.

Il y en eut trois au cours de cette période : le génocide cambodgien en 1975, le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 et le génocide de Srebrenica en 1995.

Commençons par le génocide cambodgien.

Ce dernier prend ses racines dans la guerre que les États-Unis menèrent au Vietnam entre 1955 et 1975.

Cette guerre (la plus grande de la guerre froide) fut d'une telle ampleur qu'elle entraîna ses voisins du Laos et du Cambodge dans des guerres civiles.

Des guerres civiles, qui pour résumer très grossièrement faisaient s'affronter des guérillas armés par l'Est à des monarchies soutenues par l'Ouest.

Au Cambodge, la guerre civile débuta en 1967 et opposa le royaume du Cambodge aux membres du Parti communiste du Kampuchéa, appelé aussi Khmers rouges.

La guerre civile s'étira sur huit ans et entraîna de nombreuses atrocités, ainsi que la destruction de l'économie cambodgienne.

Le pays fut notamment ravagé par les forces aériennes états-uniennes, qui sur les ordres de Nixon et Kissinger lâchèrent plus de 350 000 tonnes de bombes.

Pour vous donner un ordre d'idée de ce que ça représente, dites-vous que les USA lâchèrent deux fois moins de bombes contre le Japon durant la seconde guerre mondiale.

Près de 300 000 personnes furent tuées au cours de la guerre civile, dont un grand nombre par ces bombardements.

À partir de 1971, les Khmers rouges contrôlèrent de plus en plus de territoires.

Ils commencèrent alors à mettre en place les mesures sanglantes qu'ils étendraient par la suite à l'ensemble du pays.

Des mesures comme la déportation de civils, la collectivisation de la vie quotidienne ou encore la création de centres de rééducations.

Les massacres et assassinats d'opposantes et opposants étaient eux aussi la norme.

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges prirent Phnom Penh, la capitale et la firent évacuer, poussant des milliers de civils dans des marches mortelles vers les campagnes.

Battambang, la seconde ville du pays subit le même sort.

La prise de la capitale par les Khmers mit fin de facto à la guerre civile.

Le pays fut alors renommé « *Kampuchéa démocratique* » et Pol Pot, son nouveau dirigeant instaura une dictature génocidaire contre son propre peuple.

La liberté de déplacement fut abolie et les personnes furent obligées de vivre dans des coopératives agricoles où toutes les activités devaient être collectives et contrôlées par le parti.

Les Khmers cherchaient ainsi à détruire les trois piliers de la société cambodgienne : la famille, la terre et la religion.

La population se transforma en une main d'oeuvre corvéable, déshumanisée et proche d'une véritable situation d'esclavage.

Il n'existait aucun contre pouvoir au parti et n'importe quelle entorse au

règlement pouvait valoir une peine de mort.

Le pays se recouvra rapidement de charniers, où des massacres collectifs étaient perpétrés.

Le régime des Khmers persécuta tout particulièrement les minorités religieuses et ethniques.

À ces morts vinrent s'ajouter celles des personnes qui succombèrent aux conditions de vie déplorables dans les coopératives.

De plus, la gestion économique de Pol Pot mena à de nombreuses famines, qui décimèrent encore plus la population.

Certaines de ces famines étaient même sciemment organisées par les Khmers pour briser toutes tentatives de résistances.

Près de deux millions de personnes, soit 25 % de la population perdit la vie durant les quatre ans du génocide.

Durant ces quatre ans, le régime de Pol Pot fut soutenu non pas cette fois par les Etats-unis, mais par le pays dont il était le plus proche idéologiquement : la Chine.

En effet, 90 % de l'aide étrangère provenait de la Chine maoïste.

Le génocide prit fin en 1979, lorsque le Vietnam voisin intervint militairement.

Le Vietnam bien que dirigé aussi par des communistes décida de mettre fin au règne des Khmers, car l'afflux de réfugiés et les troubles à ces frontières menaçaient sa stabilité.

Bien qu'ayant mit fin au génocide, l'invasion vietnamienne fut à l'époque largement condamné à l'ONU, sous le prétexte du droit de non-ingérence.

Aujourd'hui, au Cambodge, la négation du génocide est un crime passible d'une peine maximal de 5 ans d'emprisonnement et de 125 000 dollars d'amende.

En 2018, le génocide cambodgien fut officiellement reconnu par l'ONU, suite à une décision d'un tribunal international.

Le deuxième génocide dont je ne vous ai pas parlé est celui des Tutsis au Rwanda en 1994.

Comme nous avons déjà vu l'histoire coloniale de ce pays, dans l'épisode sur le Burundi, je ne reviendrai pas ici sur cette dernière.

Au Rwanda indépendant, les massacres de Tutsis commencèrent dès la révolution sociale et la prise du pouvoir par les Hutus en 1959.

Quelques années plus tard, en 1973, le chef de l'armée Juvénal Habyarimana renversa le gouvernement et instaura une dictature.

Pendant vingt ans, à mesure que l'économie se détériorait, Habyarimana renforça la discrimination envers les Tutsis.

En 1990, des Tutsis regroupés dans le Front patriotique rwandais, le FPR, décidèrent de reprendre le pouvoir par la lutte armée.

Ce fut le début de la guerre civile rwandaise.

Celle-ci augmenta considérablement le racisme envers les Tutsis, qui furent suspectés d'être complices du FPR.

Ce racisme fut alimenté en particulier par l'apparition de nouveaux médias tels que la Radio-télévision libre des mille collines, qui prépara les esprits au génocide.

La guerre civile fut d'ailleurs le théâtre de plusieurs massacres de Tutsis, qui peuvent être vu comme un prélude à ce dernier.

En août 93, un espoir de mettre fin à la guerre civile se dessina avec la signature des accords d'Arusha.

Un espoir qui vola totalement en fumée, le 6 avril 94, lorsque dans la nuit l'avion d'Habyarimana fut abattu, tuant celui-ci sur le coup.

Dés le lendemain, l'attentat fut instrumentalisé par le gouvernement Hutu, qui accusa les Tutsis et appela la population à les exterminer.

La Radio Mille Collines de son côté diffusa des appels au meurtre, des listes de personnes à exécuter et indiqua même où les Tutsis pouvaient se cacher.

Durant cent jours, entre avril et juillet, les Tutsis furent massacrés par des milices Hutus, par les forces armées rwandaise, ainsi que par un grand nombre de civils.

Les Hutus qui tentaient d'aider les Tutsis étaient vu comme des traîtres et furent elleux aussi massacrés.

Les femmes furent victimes de violences sexuelles, tels que des viols, des grossesses forcées ou encore des mutilations.

Entre 800 000 et 1 million de personnes (principalement Tutsi) furent tués durant le génocide.

Un nombre de morts, qui aurait pu être largement diminué, sans la passivité de la communauté internationale, alors pourtant parfaitement au courant de ce qui se passait.

Le pays toutefois qui joua le plus grand rôle dans tous ces événements fut la France.

En effet, celle-ci avait dès 1975 passé des accords de coopération militaire avec le régime d'Habyarimana.

Lorsque la guerre civile débuta, François Mitterand envoya donc des militaires français pour le soutenir.

Si officiellement, ces derniers auraient du tous quitter le Rwanda au moment des accords d'Arusha, de nombreux militaires restèrent sur place, notamment à travers l'opération Turquoise.

Déclenché en juin 1994, cette opération devait avoir un but strictement

humanitaire, mais est aujourd'hui vivement critiqué pour le soutien qu'elle apporta aux génocidaires Hutus.

En 2021, une commission de chercheuses présidé par l'historien Vincent Duclert mis à jour l'ampleur des responsabilités françaises dans le génocide des Tutsis.

L'autre pays qui est accusé d'avoir fournis des armes au régime durant le génocide est Israël.

Malheureusement, la Cour Suprême israélienne a décidé de garder les archives à ce sujet scellés pour cause de « *sécurité nationale* ».

Il est donc impossible pour le moment de savoir qu'elle fut l'ampleur réel de ces ventes d'armes.

Le génocide des Tutsis et la guerre civile prirent officiellement fin le 17 juillet, lorsque les troupes du FPR réussirent à renverser le gouvernement Hutu et à contrôler l'ensemble du pays.

Quelques mois plus tard, le conseil de sécurité des Nations Unies mit sur pied un tribunal pénal international pour juger le génocide, reconnaissant de facto ce dernier.

Malgré cette reconnaissance, le génocide des Tutsis fait encore aujourd'hui souvent l'objet de négationnisme.

En France, ce dernier est passible d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Le journaliste Charles Onana et son éditeur furent les premiers condamnés à ce titre en décembre 2024.

Enfin, le dernier génocide reconnu dont je ne vous ai pas parlé est celui des bosniaques à Srebrenica en 1995.

Après la seconde guerre mondiale, la Bosnie-Herzégovine c'était regroupé avec les autres territoires des Balkans dans la République fédérative

socialiste de Yougoslavie.

À la fin des années 80, le fédéralisme de la Yougoslavie commençait à se fissurer avec la montée des nationalismes, comme en Serbie avec Slobodan Milosevic.

Arrivé au pouvoir en 89, Milosevic aida le renversement des gouvernements voisins du Kosovo, de la Voïvodine et du Monténégro pour y installer des régimes pro-serbes.

Son but était de mettre en place une Grande Serbie, qui réunirait tous les peuples serbes vivant dans les Balkans.

Ces tensions s'ajoutèrent à une crise économique, qui ne cessait de prendre de l'ampleur depuis le choc pétrolier de 1973.

Cette équilibre précaire éclata en 91 avec la fin de la guerre froide et la chute de l'URSS.

La Croatie et la Slovénie proclamèrent alors leur indépendances de la Yougoslavie et quelques mois plus tard la Macédoine et la Bosnie en firent de même.

À part pour la Macédoine, chacune de ces indépendances déboucha sur une guerre.

La guerre de Bosnie fut de loin la plus meurtrière puisqu'elle fit plus de 200 000 morts et aboutit au génocide de Srebrenica.

Un des épisodes les plus sanglants de cette guerre fut le siège de Sarajevo, qui dura 3 ans, ravagea entièrement la ville et tua près de 10 000 personnes.

La guerre de Bosnie opposa les trois grandes populations du pays à savoir les bosniaques, les serbes et les croates.

Lorsque la Bosnie proclama son indépendance, la Serbie et la Croatie poussèrent les serbes et les croates de Bosnie à faire sécession, afin de morceler le pays.

Malgré la présence de ces trois camps, la guerre opposa principalement les bosniaques contre les serbes.

Les forces serbes étaient constituées de l'armée populaire yougoslave, la JNA et d'unités paramilitaires comme les *Bérets rouges* ou les *Tigres d'Arkan*.

Ce sont elles qui furent responsables d'une grande part des exactions pendant la guerre.

Elles commirent des massacres, des pillages, des viols de masse, ainsi qu'un nettoyage ethnique et un génocide envers les bosniaques.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que même si l'on parle de guerre, les forces étaient en réalité totalement déséquilibrées.

En effet, les Serbes disposaient de l'ancienne armée yougoslave et de tout son équipement, tandis que les bosniaques n'avaient elleux que très peu de matériel et aucune forces militaires vraiment constituée.

Ce déséquilibre explique que dès les premiers mois de la guerre, 70% de la Bosnie fut occupé par les forces serbes, qui s'en prirent alors aux populations civils.

Fuyant ces violences, des milliers de bosniaques vinrent trouver refuge dans l'une des rares villes à résister encore : Srebrenica.

La population de la ville explosa et passa de 9 000 à 60 000 personnes en à peine quelques mois.

Cette crise de surpopulation fut d'autant plus dur à gérer, que Srebrenica fut de nouveau attaqué par la JNA.

L'armée serbe bombardait quotidiennement la ville et bloqua tout les ravitaillements, même humanitaire pour l'obliger à capituler.

Les ressources vitales comme l'eau, la nourriture, l'électricité ou encore les médicaments vinrent à manquer, ce qui entraîna de nombreux décès.

La situation était si catastrophique, que Srebrenica fut qualifié de « *camps*

de concentration à ciel ouvert » par un ambassadeur de l'ONU, qui estima que le blocus serbe relevait d'un « *génocide au ralenti* ».

En avril 1993, l'ONU justement décida enfin d'intervenir et d'envoyer une force de protection sur place.

Cette décision permit l'arrêt des bombardements, mais pas du blocus.

Les conditions de survie continuèrent donc d'empirer pour les habitantes et les habitants.

En mars 1995, le chef des forces serbes transmit à ses troupes la « *directive no 7* », qui leur ordonnait explicitement de tuer toute la population de Srebrenica.

Le 7 juillet, après des années de siège, les serbes finirent par attaquer la ville.

La force de l'ONU, constitué de troupes néerlandaises n'offrit que peu de résistance et en quelques jours les serbes réussirent à entrer dans Srebrenica.

Près de 30 000 personnes prirent alors la fuite vers Potočari, un petit village voisin, où se trouvait la base de l'ONU dans laquelle iels pensaient pouvoir trouver refuge.

Malheureusement, les serbes entrèrent aussi à Potočari et emprisonnèrent tout ceux qui s'y trouvaient.

Les troupes néerlandaises elles livrèrent les 300 hommes, qui avaient réussis à entrer dans leur base.

A Potočari, les serbes séparèrent les hommes valides du reste des civils et les assassinèrent sommairement.

5 000 autres prisonniers furent transportés au centre de Bratunac, où ils furent torturés, avant d'être à leur tour exécutés.

Au total, plus de 8 000 personnes périrent au cours du génocide de Srebrenica.

Les victimes furent majoritairement des hommes bosniaques musulmans.

Les corps furent enfouis et répartis dans de nombreuses fosses communes pour effacer les traces des faits.

En 2009, 73 fosses avaient réussi à être identifiés par des ONG.

Leur véritable nombres restent cependant encore inconnu à ce jour.

Un mois après le génocide, en août 95, l'OTAN décida finalement d'intervenir et bombardarda les forces serbes.

Cette intervention permit aux soldats bosniaques et croates de regagner du terrain, obligeant les serbes à entamer des négociations de paix.

Signé en décembre 95, les accords de Dayton mirent officiellement fin à la guerre et confirmèrent l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.

En 2007, la Cour International de Justice reconnue qu'un génocide avait bien eut lieu à Srebrenica, sans toutefois en incriminer la responsabilité à la Serbie.

De son côté, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, après des années d'enquêtes, condamna plus d'une dizaine de dirigeants serbes pour crime de génocides.

La Cour d'appel de la Haye, elle reconnut en 2014, l'état néerlandais comme partiellement responsable de la mort des 300 hommes qui c'étaient réfugiés dans la base de l'ONU.

En 2024 enfin, l'assemblée générale des Nations unies a institué le 11 juillet comme Journée internationale de commémoration du génocide de Srebrenica.

Interlude musicale :
Suza majke Hatidže - Hasreta Muratović

Pour conclure, je vais revenir rapidement sur des évènements que je vous ai déjà mentionné dans ce podcast, mais dont la qualification en tant que génocide me semblait trop incertaine pour leur consacrer un épisode.

Le premier est un évènement dont je vous ai déjà parlé un peu plutôt : le massacre des communistes en Indonésie.

En Indonésie, le 30 septembre 1965, un groupe armé tenta un coup d'état, qui échoua.

Le gouvernement accusa aussitôt le parti communiste indonésien d'être à l'origine du putsch.

Ce qui lui permit de s'en prendre à lui.

Le parti communiste fut déclaré illégal et ses membres pourchassés.

Pendant des mois, l'armée indonésienne, secondé par des milices, arrêta, déporta et extermina toutes les personnes vues comme « *communistes* », c'est à dire en réalité tous les opposants et opposantes au régime.

Entre 500 000 et 3 millions de personnes perdirent la vie et des centaines de milliers d'autres furent emprisonnés.

Le général Suharto à l'origine des massacres prit peu de temps après le pouvoir en Indonésie et y instaura une dictature jusqu'en 1998.

Durant tout son règne et aujourd'hui encore, les massacres de 65 furent un sujet tabou dans la société.

Pour vous donner une idée d'à quel point, dites-vous que le parti communiste indonésien est toujours interdit et qu'en 2016, le ministre de la défense déclarait tranquillement, que les victimes des massacres « *méritaient de mourir* ».

Cette même année 2016 pourtant, un tribunal composé de différents juristes internationaux reconnu l'état indonésien coupable de génocide pour les massacres de 65.

Ce jugement n'a toutefois qu'une valeur moral.

Pour les massacres de 65, le classement en génocide fait grandement débat, car les victimes ne constituaient pas un « *groupe national, ethnique, racial ou religieux* ».

Le deuxième évènement que je vous ai mentionné et qui peut être qualifié de génocide concerne lui aussi l'Indonésie.

Il s'agit du massacre des peuples Papous par cette dernière.

Au début des années 60, suite au départ des anciens colons néerlandais, l'ouest de l'île de Nouvelle Guinée déclara son indépendance en tant que Papouasie occidentale.

Mais l'Indonésie considérait elle que ce territoire lui appartenait et décida de l'envahir.

La Papouasie occidentale fut alors annexé comme province indonésienne.

Une annexion motivé en autre par la présence sur l'île des plus grandes réserves de cuivre et d'or au monde.

Des ressources qui sont encore aujourd'hui exploités par une compagnie état-unienne et rapportent énormément d'argent à l'Indonésie, mais dont les Papous sont totalement exclus.

Dés le début de l'invasion, des Papous s'organisèrent pour regagner leur indépendance à travers le mouvement armée d' « *Organisation pour une Papouasie libre* »

Estimant que toute la population soutenait les rebelles, l'armée indonésienne s'en prit massivement à elle.

En plus de 60 ans de colonisation, elle commit de nombreux massacres, brûla des villages entiers et pratiqua massivement la torture et le viol.

Plus de 500 000 personnes auraient été tués, ce qui pousse les Papous et d'autres observateurs à parler de génocide.

La colonisation est toujours en cours en Papouasie occidentale et l'Indonésie continue par ailleurs de refuser l'accès aux journalistes, chercheuses et humanitaires étrangers.

Il est donc très difficile de savoir l'ampleur des crimes commis contre les Papous et si l'on peut vraiment les qualifier de génocide.

Le troisième évènement qui peut être interprété comme un génocide est la Terreur rouge éthiopienne.

En 1974, l'empereur d'Éthiopie Haïlé Sélassié au pouvoir depuis 44 ans fut renversé par une révolution.

Il fut remplacé alors par un groupe de militaires aux idées marxistes, le Derg.

Cependant, d'autres groupes armés issues de la révolution souhaitaient eux aussi prendre le pouvoir et le pays plongea dans la guerre civile.

Le plus important de ces groupes était l'EPRP, pour the Ethiopian People's Revolutionary Party.

Le Derg décida de combattre la violence de l'EPRP par une surenchère de violence : une terreur rouge.

Celle-ci fut nommée en référence à celle déployée par Lénine et les bolcheviks durant la guerre civile russe dans les années 20.

À partir de septembre 1976, le Derg eut donc recours à tous les moyens, même à la torture et l'assassinat pour éliminer l'EPRP.

Un an plus tard, le colonel Mengistu Haile Mariam prit le pouvoir au sein

du Derg et la Terreur rouge changea totalement d'ampleur.

À Addis-Abeba, la capitale, Mengistu s'appuya sur des milices qu'il arma et à qui il donna carte blanche.

Près de 200 personnes furent tuées chaque nuit et il eut plus de 2 500 morts en trois mois.

Une fois que l'EPRP fut éradiqué de la capitale, la Terreur rouge pu se déchaîner dans les autres villes.

Elle continua jusqu'en avril 1978, tuant entre 10 à 150 000 personnes.

En 1991, la dictature de Mengistu fut renversé, mettant fin à 17 ans de guerre civile.

Ce dernier s'enfuit alors au Zimbabwe, où il vit toujours.

En 2006, la cour suprême éthiopienne le reconnu coupable de génocide pour son rôle dans la Terreur rouge.

Toutefois, en dehors de cette cour, peu de chercheuses ou d'organismes considèrent aujourd'hui celle-ci comme un génocide.

Enfin, le dernier évènement qui peut être vu comme un génocide est un sujet dont je ne vous ai jamais parlé, mais sur lequel j'ai longuement hésité à faire un épisode.

Il s'agit de la persécution ou du génocide des Tamouls au Sri Lanka.

Le Sri Lanka fut une colonie anglaise pendant près de 150 ans.

Les britanniques y appliquèrent leur règle du diviser pour mieux régner en favorisant les peuples Tamouls, au détriment des Cinghalais pourtant majoritaire.

En 1948, lorsque le pays devint indépendant, ce fut des Cinghalais nationalistes, qui arrivèrent au pouvoir.

Ces derniers voulurent alors prendre leur revanche et instaurèrent une politique de discrimination envers les Tamouls.

En 1956 éclata les premiers pogroms anti-Tamouls, qui firent une centaine de morts.

C'est cette date de 1956 qui est prise pour définir le début du génocide contre les tamouls.

En 1977, de nouveaux pogroms éclatèrent, tuant près de 300 tamouls et faisant des milliers de victimes.

Ces pogroms finirent de radicaliser une partie de la jeunesse, qui constitua des groupes armés.

Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul ou LTTE devinrent rapidement le groupe le plus important.

En Juillet 83, après que des Tigres aient tué une dizaine de soldats dans la capitale, de nouveaux pogroms éclatèrent dans tout le pays.

Ces attaques furent d'une telle ampleur, qu'elles sont désignés aujourd'hui comme le Juillet Noir.

18 000 maisons et 5 000 magasins tamouls furent détruits.

Des centaines de milliers de personnes se retrouvèrent sans abris et plus de 3 000 furent tué.e.s.

Indira Gandhi à la tête de l'Inde à l'époque qualifia ces attaques de génocide contre le peuple tamoul.

Le Juillet noir marqua le début de la guerre civil au Sri Lanka.

Une guerre civile qui dura plus de vingt cinq ans.

Entre 80 000 et 100 000 personnes, principalement des Tamouls y perdirent la vie selon l'ONU.

Durant cette guerre, les LTTE eurent recouru au recrutement d'enfants soldats et au attentats suicides contre des civils.

Des pratiques qui leur valurent d'être classé comme organisation terroriste par plusieurs pays, dont l'Union européenne en 2006.

Cependant, la majorité des morts civils furent causés par les forces gouvernementales cinghalaises.

Ces dernières estimaient que tous les tamouls pouvaient être des soutiens à la guérilla et donc des ennemis à abattre.

Elles essayèrent de les éradiquer à travers une colonisation de leur terres, des disparitions forcées, des pogroms et des violences sexuelles de masses.

Durant le conflit près de 100 000 Tamouls quittèrent le Sri Lanka pour échapper à la violence du gouvernement et aux enrôlements forcés des LTTE.

La guerre civile prit fin en 2009 avec le massacre de Mullivaikkal.

En février, 50 000 militaires encerclèrent le dernier bastion des Tigres Tamouls dans la région de Mullivaikkal.

La population locale était elle aussi prise au piège, car les Tigres l'empêchait de s'enfuir, espérant ainsi dissuader toute attaque.

Mais le gouvernement décida de sacrifier les civils et bombardarda massivement la zone.

Il eut près de 40 000 morts et 200 000 déplacées.

Après plusieurs mois de combats, les LTTE déposèrent définitivement les armes.

Le massacre de Mullivaikkal fut décrit par des experts comme l'apogée du processus génocidaire.

Malgré la fin de la guerre civile, les persécutions contre les Tamouls continuent encore aujourd'hui au Sri Lanka.

En 2013, le Tribunal Permanent des peuples, un tribunal d'opinion composé de différents experts déclara le Sri Lanka coupable de génocide contre les tamouls.

Le Canada lui reconnu le génocide Tamoul en 2022 et instaura un jour du souvenir.

Malgré ces reconnaissances, la question du génocide Tamoul est loin de faire l'unanimité parmi les chercheuses.

Une question complexe, qui est par ailleurs instrumentalisé par des groupes de la diaspora proche des anciens Tigres.

Qu'ils soient définis ou non comme génocide, cela n'enlève rien à la gravité des quatre événements dont je viens de vous parler et aux souffrances réelles que ces peuples ont vécu.

Si l'histoire est une connaissance en mouvement, cela ne doit pas nous empêcher de faire un travail de mémoire sur ces crimes malheureusement encore trop souvent méconnus.

Interlude musicale : West Papua de George Telek

Voilà, c'est la fin de cette épisode bilan, j'espère qu'il vous aura plu.

Si c'est le cas n'hésitez pas à le partager et à en parler auprès de vous.

Comme d'habitude, je vous invite à compléter cette écoute avec les ressources disponible sur le site : pointsdetails.noblogs.org

Je n'ai évidemment pas pu traiter de tous les évènements, qui peuvent être considérés comme des génocides dans cette période.

J'aurai par exemple bien aimé vous parler de la guerre civile au Biafra ou de la colonisation du Tibet par la Chine, mais j'ai dû me restreindre pour ne pas rendre cette épisode indigeste.

Peut être vous en parlerais-je une prochaine fois.

Je vous rappelle que ce podcast est hébergé sur spectremedia.org, une plateforme, qui présente des dizaines de podcast passionnants et que je vous invite à soutenir financièrement si vous le pouvez.

Merci d'avoir suivi cette première partie de *Points de détails*

On se retrouve à la rentrée pour la deuxième partie !